



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

Entretien avec **Jules Lavalou**, lycéen de Rennes, qui nous explique pourquoi il se mobilise contre la réforme des lycées.

REGARDS PAGE 2



(COMMISSION PRÉCARITÉ)

Reportage sur les **Marches contre la précarité** qui se sont achevées par des manifestations dans toute la France, le 5 décembre.

NPARGUMENT PAGES 6&7



(PHOTO THÈQUE ROUGE/BABAR)

Après la consultation des militants du NPA sur les régionales, nous publions la motion issue du Conseil politique national.

ÉCHOS DU NPA PAGE 11

TOUT est à nous!

17 DÉCEMBRE 2009 N°35 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

CHÔMAGE

NAUFRAGE DE PÔLE EMPLOI

900 000 CHÔMEURS EN FIN DE DROITS



La fusion de l'ANPE et de l'Assedic aggrave encore la situation des chômeurs, dont le nombre ne cesse d'augmenter



Malgré tous les discours sur la « sortie de crise », le chômage continue de progresser et touche 2,6 millions de personnes – soit plus 25 % en un an (pour la catégorie A, qui prend en compte celles qui ne travaillent pas du tout). Les prévisions indiquent un taux de 9,7 % pour le 4^e trimestre 2009.

Pas un secteur de la population n'échappe à cette augmentation, et le chômage de longue durée augmente aussi (+2,5 %) et concerne 1,2 million de personnes. Cette augmentation va, de fait, poser de façon aiguë la question des chômeurs arrivant en fin de droits et n'ayant ensuite plus que l'allocation de solidarité spécifique (ASS), s'ils en remplissent les conditions, ou le RSA.

Cette hausse déjà importante le serait encore plus sans les divers dispositifs et manœuvres visant à rayer un maximum de chômeurs des listes de Pôle emploi : les sorties pour arrêt de recherche d'un emploi ont augmenté de 5,6 % et le nombre de radiations administratives de 4,9 % (40 000 personnes concernées).

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 5

IRAN

LA RÉSISTANCE NE DÉSARME PAS

Malgré la violente répression et les menaces du pouvoir, le peuple iranien, notamment les étudiants, continue de clamer leur rejet d'Ahmadinejad et du Guide de la Révolution Ali Khamenei. La solidarité internationale est plus que jamais nécessaire pour aider les opposants menacés, torturés et condamnés. Des condamnations à mort ont déjà été prononcées. LIRE PAGE 8

CONSOMMATION

TROMPER EN TOUTE LIBERTÉ



Les travailleurs de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont en lutte contre le démantèlement de cet organisme, garant de la protection des consommateurs. LIRE PAGE 3

COPENHAGUE

UNE MANIFESTATION QUI FERA DATE

Samedi 12 décembre, alors que se tenait la Conférence sur le réchauffement climatique, des dizaines de milliers de manifestants venus de toute l'Europe et des pays du Sud, ont battu le pavé. Ils réclamaient que les principaux pollueurs – les pays développés – fixent des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, suffisamment élevés pour être efficaces. LIRE PAGE 4



édito

Par Yvan Lemaitre

DIVIDENDES CONTRE SALAIRES

Les routiers salariés viennent d'obtenir entre 2,9 et 4% d'augmentation et une hausse de 3% de leurs frais de déplacement. Ils avaient lancé un appel à la grève pour le 13 décembre menaçant de bloquer les plateformes de la grande distribution à dix jours de Noël. 73% des Français trouvaient cette grève justifiée et Dominique Bussereau, secrétaire d'État aux Transports, s'est empressé d'organiser les négociations. Certes, ce qu'ont obtenu les chauffeurs routiers est bien loin du compte en particulier pour ceux d'entre eux qui ne gagnent même pas le Smic. Mais leur succès est bien symptomatique de la crainte du patronat et du gouvernement de voir la contestation salariale faire tache d'huile. Le mécontentement monte de partout. Les salariés des banques ont commencé à exprimer leurs exigences. Dans la restauration, les travailleurs se sentent floués alors que les patrons empochent l'essentiel des bénéfices liés à la baisse de la TVA. Et la combativité des travailleurs de la ligne A du RER qui exigent une prime face à la dégradation de leurs conditions de travail pourrait être contagieuse. Le patronat comptait sur la pression exercée par la montée du chômage et de la précarité pour imposer le gel des salaires, voire leur recul. Mais les discours sur la « fin de la crise », la reprise des profits des banques et des gros actionnaires, l'explosion des bonus des traders rendent intolérable la dégradation des conditions de vie et de travail que subissent les salariés. Durant cette année 2009, les licenciements massifs et le chômage dominaient les esprits, laissant les mains libres aux patrons pour s'attaquer aux salaires, aux primes diverses. Le recul du pouvoir d'achat est aujourd'hui tel qu'il devient insupportable pour la majorité des salariés alors que 8 millions d'entre eux, dont 80% sont des femmes, gagnent tout juste un peu plus de 900 euros pour survivre. Les sacrifices que l'État et les patrons leur imposent n'ont d'autre but que de satisfaire l'avidité des classes dominantes. L'injustice est trop flagrante, le mensonge trop évident. Ce n'est plus possible!

17 DÉCEMBRE, DÉDICACE, PARIS.

Jean-Paul Gauthier signera son livre *Les Extrêmes Droites en France*. RV à 18 heures, Librairie La Brèche, 27 rue Taine Paris 12^e. Métro Daumesnil.

18 DÉCEMBRE, RESF, MONTROUGE.

Comme tous les vendredis, rassemblement à 18 heures devant la mairie pour exiger le retour dans sa famille de Mohammed Allouche, expulsé par Besson en mai 2009, en Tunisie, pour un prétendu mariage blanc. Sa femme Nadia, française, sourde-muette, et son fils Noufel le réclament désespérément.

19 DÉCEMBRE, NPA, AVEYRON.

Le NPA de l'Aveyron organise *Les 6 heures du NPA*, de 18 heures à minuit, salle Émile Zola, Combes. Meeting, concerts, performances. Rencontre avec Omar Slaouti à 20 heures.

8 JANVIER, ATTAC, CINÉ-DÉBAT.

Projection du film *La Domination Masculine*, suivie d'un débat avec le réalisateur Patric Jean, Jacqueline Pénit et Christiane Marty (commission genre d'Attac France) et l'Association 1001 Femmes de Conflans. RV le vendredi 8 janvier 2010 à 20h30 (prix : 6 euros), au cinéma Pandora à Achères (Yvelines), 6, allée Simone Signoret.

à noter

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Jules Lavalou (DR)

LYCÉENS « CHATEL, SI TU SAVAIS... »

La lutte que mènent les lycéens a trois objectifs principaux : le retrait de la réforme Chatel du lycée, l'arrêt des suppressions de postes et le retrait des mesures sécuritaires (flics dans les lycées, portiques de sécurités à l'entrée, etc.).

Le quoi la réforme des lycées pose-t-elle problème ? La réforme du lycée pose plusieurs problèmes. Il n'y a pas un seul point qui la rend mauvaise, elle n'est pas « bonne, mais inapplicable » comme certains syndicats (CFDT, Unsa, UNL...) semblent le dire. C'est bien un choix idéologique que fait le gouvernement en présentant ce projet.

Nous luttons sur plusieurs axes. Il y a d'abord l'individualisation des parcours pour laquelle le gouvernement veut mettre en place deux heures d'accompagnement personnalisé pour tous. Le problème c'est que ces heures d'accompagnement pourront se traduire par de l'approfondissement pour les meilleurs et par du soutien pour les moins bons. On pourrait même discuter d'orientation pendant ces heures, si on estime qu'on ne peut plus rien pour nous... Ainsi, Chatel entérine les inégalités entre les élèves plutôt que de chercher à les réduire, et il accentue les inégalités sociales, car les élèves issus de milieux aisés prendront des cours de soutien pour accéder aux modules d'approfondissement. L'utilisation de ces heures dépendra du lycée, c'est-à-dire que la concurrence entre lycées d'élite et lycées poubelles sera renforcée. Certains établissements prépareront donc juste au niveau bac et d'autres prépareront leurs élèves aux classes prépas, et aux filières « d'élite ».

Avec la mise en place d'un livret de compétences, le gouvernement casse également la valeur nationale du diplôme. Désormais on n'aura plus LE bac mais un bac et on devra décrire les enseignements qu'on a choisis, ce qu'on a fait au lycée, etc. Par exemple, si on a suivi plein de stages (non payés) ou des modules d'approfondissement et de préparation au supérieur, on aura plus de chances d'être accepté dans une filière sélective. On aura un meilleur livret que celui qui aura bloqué son lycée ! Nous luttons également contre la spécialisation de nos diplômes. Désormais en première, il y aura un tronc commun, avec des enseignements de spécialités. La suppression de l'histoire-géo en terminale S, des maths dès la première L, la division de la spécialité SES entre économie et social, toutes ces mesures contribuent à nous faire faire des choix plus tôt. Dès 15 ans il faudra choisir son avenir. Les diplômes seront moins généralistes, ils offriront donc moins de possibilités de poursuivre ses études. Le ministre le dit lui-même : pourquoi former des lycéens aux sciences pour qu'ils aillent le « gâcher » en faisant de la socio ?

Cette réforme renforce également la sélection. Le gouvernement veut permettre des réorientations en cours d'années, mais celles-ci ne pourront aller que dans un sens : du général vers le technologique, du technologique vers le professionnel... Au mieux on pourra se faire réorienter en filière L, mais jamais personne ne sera réorienté en S puisque les maths ne seront pas dans le tronc commun de première... Le gouvernement veut faire croire que des sas de remises à niveau suffiront pour rattraper tout un programme : on sait déjà que cela sera impossible.

Comment se construit la mobilisation sur Rennes et nationalement ?

À Rennes, la mobilisation a commencé le 17 novembre avec plus de 1000 lycéens dans la rue. Le 24 novembre avec les profs, nous étions 2000 en manif. Puis le 3, nous étions à nouveau

autour de 1000, le 10 entre 300 et 400, à cause de l'isolement qui commençait à venir. Cette question se règle et on espère avoir une bonne mobilisation le 15, même si les délais sont courts !

La mobilisation commence également à prendre de l'ampleur nationalement. On était plus de 8000 partout en France en manif le 10 décembre. On est sur la pente ascendante. Par exemple, il y avait 2000 lycéens à Bayonne, 800 au Mans, 1500 à Lille, 500 à Nancy, 400 à Toulouse et 1500 à Paris...

Les lycéens ont-ils des liens avec les enseignants ?

Nous avons quelques liens avec les profs. Mais c'est vrai que c'est assez dur, les rythmes de mobilisation sont un peu différents et la mobilisation prend moins vite. On essaye bien sûr de faire bouger les profs. Des signes intéressants commencent à apparaître de la part du Snes, reste à savoir s'ils vont faire le boulot pour mettre les profs en grève avec nous... Ils ont besoin de nous comme force d'entraînement, mais nous avons besoin d'eux, d'abord pour être plus forts et plus nombreux, mais aussi pour contrer la répression. À Courbevoie (Hauts-de-Seine), la semaine dernière, des militants ont été convoqués par le proviseur. À Levallois (Hauts-de-Seine), au début du mouvement, la police est intervenue avec de la lacrymo pour lever le blocage. À Reims (Marne), quatre militants ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis à la suite d'un rassemblement contre la venue de Fillon, Chatel et Péresse ! Un lycée de Mulhouse (Haut-Rhin) va également passer en procès... Quand les lycéens sont isolés, les flics et les administrations se croient tout permis. D'ailleurs, une de nos revendications est le droit de grève et de manifestation pour les lycéens. Chatel veut que nous prenions « plus de responsabilités », qu'il commence par ça !

Comment penses-tu que la mobilisation va se poursuivre à la rentrée de janvier ?

Il est vrai qu'il est toujours dur de passer les vacances de Noël. Néanmoins, la mobilisation n'en est qu'à son début et elle est toujours en phase ascendante. Nous pensons que nous arriverons à garder la dynamique pour la rentrée. Nous prévoyons une première date de mobilisation le 14 janvier, afin de redémarrer tous en même temps. Et on espère arriver à contrer le gouvernement !



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

Propos recueillis par Dominique Angelini



Nantes, la délégations de sans-papiers a été ovationnée. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

CONSOMMATION LIBERTÉ DE TROMPER!

Sous couvert de modernisation de l'État, le service qui permettait de contrôler produits et services proposés aux consommateurs est en voie de démantèlement.

LUNDI 30 novembre, 30% des 3000 fonctionnaires de la Direction générale de la concurrence, consommation et répression des fraudes (DGCCRF) étaient en grève. Mais il s'agissait d'un baroud d'honneur, car après deux ans de lutte, le décret qui découpe cette administration en morceaux est paru le 2 décembre 2009.

Depuis début 2008, nous avons multiplié les actions de sensibilisation, les «journées mortes» dans les départements, banderoles accrochées durant des mois au fronton des bâtiments, articles dans la presse, adresses aux parlementaires, questions écrites posées au gouvernement, journées de grève nationales. En mars 2009, une montée massive à Paris des collègues a permis d'occuper le pavé jusqu'à deux pas de l'Assemblée où les ordonnances qui nous démantelaient passaient sans débat. Mais nous ne sommes qu'un des services publics que l'État fait disparaître. Une administration «de la main gauche» qui devient gênante, à qui il faut retirer son enveloppe nationale et son indépendance des milieux d'affaires et industriels.

Dans le même temps, des animateurs TV ne tarissent pas d'éloges sur les contrôles de notre administration défendant les consommateurs contre les fraudes et les arnaques. Des ministres se flattent, devant les médias, d'agir contre la vie chère dans les DOM ou de soutenir les revendications des producteurs de lait, grâce aux contrôles des prix que notre service est censé effectuer.

Les produits – mais aussi les services – que nous consommons peuvent tuer : souvenons-nous des huiles frelatées, du sang contaminé, de la vache folle, de l'explosion de l'usine AZF, des pratiques de TotalFinaElf. Ils peuvent aussi, plus simplement, nous voler ou nous léser.

Jusqu'à présent, un petit service d'État veillait à l'hygiène des denrées, la sécurité des produits industriels – importés du reste du monde mais aussi fabriqués à notre porte – et déversés par palettes dans les hypermarchés. Il faisait retirer du marché malfaçons et produits trompeurs, luttait contre les escroqueries et les ententes anticoncurrentielles dans les marchés publics, saisissait le pouvoir judiciaire des pratiques méritant sanctions.

Mais trop de dépenses publiques (l'indépendance a un coût), trop de fonctionnaires, ça n'est pas moderne. Le marché doit être «libre», les contrôles entravent la course au profit des entreprises et empêchent d'enterrer des affaires de corruption impliquant des politiques.

Les services qui, comme la poste ou la Sécurité sociale, sont utiles à la population et représentent des conquêtes démocratiques, doivent être cassés. Alors la langue de bois bat son plein : on «modernise», on met l'État en mouvement», on le met «au service des usagers», on donne à ses agents «des parcours professionnels enrichis». En fait de modernisation, on en revient aux fermiers généraux de l'Ancien Régime, lorsqu'on s'apprête à confier au privé jusqu'au prélèvement de taxes publiques¹.

Réduisant les représentants syndicaux à des potiches, le gouvernement regroupe à vitesse turbo (par ordonnances) des services divers, dilapide leurs compétences, et retire à l'État son rôle de garant de l'ordre public économique.

Il le confie à des drones baptisés «Autorités», censées être indépendantes et investies, sans légitimité démocratique, de pouvoirs judiciaires, de régulation et même politique.

Les victimes d'accidents de consommation feront des procès s'ils en ont les moyens. La population risque d'être, dans la période qui vient, la proie de metteurs en marché peu scrupuleux, familiers des pratiques déloyales, abusives ou dangereuses.

Catherine Pouillon

1. Exemple du projet d'éco-taxe sur le transport routier.

49^e CONGRÈS DE LA CGT DES DÉRIVES ET UNE FORTE RÉSISTANCE

Bien que les délégués aient approuvé à une majorité, l'action de la Confédération, la contestation était bien présente au cours de ce congrès.

Létonnante semaine de congrès! Pendant quatre jours, de nombreuses interventions dénonçant les dérives, échecs et renoncements de la direction confédérale: critiques de la tactique des grèves saute-moutons du début 2009, de l'insistance à privilégier les négociations plutôt que les luttes, exigence de repères revendicatifs précis sur les salaires, les retraites, le temps de travail. Pour tenter de convaincre de la justesse de son orientation la direction en était réduite à appeler à la rescousse la (un peu lointaine) victoire contre le CPE (à mettre à l'actif, pour l'essentiel, de la mobilisation des jeunes), les résultats des élections prud'homales et la lutte des sans-papiers. Un peu maigre au regard de l'ampleur des attaques portées par le patronat et le gouvernement, surfant sur la crise pour justifier tous les reculs. Les interventions de Jean-Pierre Delannoy de la métallurgie du Nord-Pas-de-Calais appelant à revoir la «stratégie confédérale d'accompagnement

du capitalisme» et à revenir à la lutte de classe, celle d'Alexis Antoine de Molex mêlant dénonciation des attaques du patronat et de l'État et appel à la lutte et à la solidarité de toute la CGT avec ceux qui se battent et notamment les Conti, ont recueilli un large soutien des congressistes. De fait, les luttes étaient grandement absentes du congrès. La direction, sous la pression des interventions critiques, fut obligée d'accepter de nombreux amendements, tant sur le débat général que sur les revendications. Mais, sans revenir aux 37,5 annuités de cotisations sur les retraites ou à un chiffrage des augmentations de salaires comme point de départ des luttes futures. La direction s'est arc-boutée sur ce qui était, pour elle, les enjeux essentiels de ce congrès: validation de la sécurité sociale professionnelle et du nouveau statut du travail salarié comme réponses immédiates et horizon indépassable des luttes contre les licenciements; refus de toute revendication chiffrée sur les salaires ou les re-

traites; poursuite de la modification de l'organisation de la Confédération avec regroupement des fédérations, suppression des unions locales voire des unions départementales, structures géographiques appelées à être remplacées par des unions régionales plus dociles, concentration de la direction dans un comité exécutif et un bureau confédéral réduits et entièrement à la main du secrétaire général et d'une équipe de conseillers proches de la social-démocratie libéralisée. Les votes semblent traduire un soutien massif à la direction. Le nombre significatif de «contre» le rapport d'activité (7,7% d'abstention, 77,2% pour, 22,7% contre soit +6% par rapport au 48^e congrès) ne saurait masquer les 76% (sur les structures) à 86% (sur les jeunes) sur les différentes parties du document d'orientation. Sans parler du score quasi historique (90%) pour la direction confédérale. Tout se joue d'abord en amont (désignations téléguidées des délégués, votes «contre» devant seuls être recensés, toutes les autres voix étant considérées

comme «pour» et les abstentions sorties des pourcentages), puis, pendant le congrès, pressions permanentes exercées sur les délégués exprimant des désaccords et dénonciations des «dissidents» avec une grossièreté et une violence toutes stalinienne. Au total, malgré les résultats des votes, c'est plutôt un sentiment d'interrogation voire d'inquiétude qu'expriment les délégués: le mouvement syndical en général et la CGT en particulier seront-ils capables d'impulser les mobilisations nécessaires dans les mois qui viennent sur les retraites, les licenciements, les conditions de travail ou les salaires. Ce n'est pas avec, comme seule échéance, la journée internationale de mobilisation du 24 mars ou l'alliance avec la CFDT d'un Chérèque que la direction confédérale n'a même pas osé faire entrer dans la salle du congrès, que les militants se sentent armés pour les batailles à venir.

Correspondant

et aussi

DÉBAT MOISI. Nadine Morano qui participait à une réunion sur l'identité nationale a déclaré qu'elle attendait d'un jeune musulman «qu'il ne parle pas verlan, qu'il ne porte pas sa casquette à l'envers.» En dehors de cela, il n'y a aucun amalgame entre identité nationale et islam! Car, bien entendu, tout le monde sait que seuls les jeunes musulmans portent la casquette à l'envers et parlent verlan. À moins que ce soit moins «problématique» quand il s'agit de bons catholiques ou d'Auvergnats. En ouvrant ce débat nauséabond, Besson a donné la parole aux pires racistes. Il suffit de voir sur le forum du Figaro, certaines contributions défendant Morano: «la majorité des français pensent comme elle: lorsque l'on est français, on respecte son pays, on ne crache pas dans la soupe, on a pas 36 nationalités on ne siffle pas l'hymne national, on ne brûle pas de voitures, de bus, d'écoles, on ne casse pas tous les édifices publics, on parle correctement le français, (...) bref on se civilise.» «Morano n'a rien dit de discriminatoire elle a tout simplement décrit une réalité que nous pouvons voir tout les jours dans nos quartiers.» (sic)

Le week-end dernier, la mosquée Bilal de Castres était couverte d'inscriptions vantant le White Power, de croix gammées et, étape supplémentaire dans la stigmatisation, des pieds et des oreilles de porcs

y étaient suspendus. Au-delà des bas calculs électoraux de la droite qui tente de couper l'herbe sous le pied du Front national, la politique raciste du gouvernement vise à briser la solidarité dans la population qui soutient majoritairement la grève des sans-papiers, qui aident les réfugiés à Calais et ailleurs, qui s'élève contre l'expulsion d'Afghans... On en arriverait même à se demander si les stratèges de la majorité n'appelleraient pas de leurs vœux une bonne révolte dans les banlieues, histoire de faire oublier aux travailleurs le chômage, les attaques contre l'assurance maladie, les hôpitaux, la poste... en vue de faire passer en douce toutes les contre-réformes qu'ils ont encore sur le feu!

GRÈVE DE LA FAIM. Trois salariés de GrDF, militants à SUD-Énergie, sont en grève de la faim depuis le 14 décembre: Nordine, licencié abusivement par la direction, et deux dirigeants de SUD-Énergie, Yann Cochin (également militant du NPA) et René-Michel Millanbourg, en solidarité avec Nordine. La direction de GrDF a utilisé un prétexte fallacieux pour se débarrasser de Nordine, qui avait milité activement lors du mouvement de grève historique de EDF-GDF au printemps. Trop, au goût de la direction, qui a probablement voulu faire un exemple.



GRIPPE H1N1 IMPROVISATIONS

Les modalités de la vaccination montrent les contradictions du gouvernement.

CHAQUE journal télévisé apporte à la rubrique «grippe H1N1» son lot d'images: reportages dramatisant les cas graves, peu nombreux, de personnes ayant développé des complications nécessitant des soins lourds et prolongés, files d'attente interminables de familles, contraintes d'attendre des heures, dans des conditions précaires pour obtenir le vaccin. Cela résume assez bien les contradictions dans lesquelles le gouvernement se débat, du fait de ses choix politiques. Faute de convaincre, la peur devient le principal argument du gouvernement. Reportages sur des enfants ayant «miraculeusement» survécu, personnes ayant une atteinte grave et peut-être définitive de leur système respiratoire, dramatisation sur deux cas de virus muté... Le «choc des images» est là pour court-circuiter la réflexion. La palme de cette communication par la peur revient sans doute à Roselyne Bachelot se proposant d'emmener des collégiens peu convaincus voir, dans un service hospitalier, des enfants de leur âge aux poumons détruits. Cet appel à l'irrationnel ne peut qu'amplifier, en miroir, la version du «grand complot» des laboratoires ayant sciemment répandu la maladie pour vendre les vaccins et autres arguments délirants, largement véhiculés sur internet.

Là où une politique de santé publique devrait chercher à expliquer et à convaincre pour permettre à chacun de comprendre l'intérêt et le risque de choix thérapeutiques, la propagande gouvernementale et son appel à l'irrationnel laissent des millions de familles dans la perplexité et l'angoisse face aux décisions à prendre. Parallèlement, le gouvernement s'avère incapable de faire face à l'afflux très modéré de personnes vers les centres de vaccination: files d'attente et délais deviennent insupportables. Les conditions dans lesquelles s'effectue la vaccination sont problématiques. Les réquisitions rendant obligatoire la participation de professionnels censés au départ être volontaires provoquent la colère des intéressés. On mesure devant ces difficultés ce que serait la situation face à une brusque accélération de l'épidémie ou à une mutation du virus le rendant plus virulent! Le pouvoir paye ainsi son choix d'une vaccination systématique dont le but était prioritairement le maintien au travail à tout prix des salariés (et non le souci de leur santé) dans un contexte d'affaiblissement depuis des années du service public de santé, seul apte à structurer et à coordonner la réponse à une situation exceptionnelle avec l'ensemble des professionnels. Improvisation également dans les indications du nombre de doses à faire et du type de vaccins à utiliser. D'autres choix étaient possibles, s'appuyant sur une politique d'information honnête et claire de la population, une vraie politique de prévention, une vaccination ciblée sur des personnes vulnérables, la fermeture temporaire si nécessaire d'entreprises ou d'établissements, avec maintien intégral du salaire. Mais cela relève d'une autre politique.

Jean-Claude Delavigne



Copenhague, le 12 décembre, cortège du NPA. (STÉPHANIE CLAVERIE)

COPENHAGUE UNE MANIFESTATION QUI FERA DATE

Près de 100 000 manifestants venus du monde entier ont réclamé que la Conférence pour le climat prenne de vraies mesures contre le réchauffement de la planète. Du jamais vu.

Ln marge de la conférence des Nations unies contre le réchauffement climatique à Copenhague, du 7 au 18 décembre, était organisée samedi 12 décembre, dans les rues de la capitale danoise, une manifestation visant à contester le manque d'ambition des gouvernements et les politiques climatiques promues par les grandes puissances. Environ 100 000 personnes, venues de toute l'Europe mais aussi des pays du Sud, étaient réunies pour clamer haut et fort leur désapprobation, face à l'inaction des pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre, pour exiger un traité ambitieux, contraignant, juste et solidaire. Cette manifestation marque un tournant dans l'histoire des mobilisations pour la sauvegarde du climat. La jonction des mouvements écologistes et des mouvements

sociaux a permis de lui donner un caractère radical et contestataire rarement rencontré sur les questions climatiques. Alors que les rassemblements juxtaposaient jusqu'ici questions sociales et écologiques, dans les rues de Copenhague, peuples indigènes, ONG environnementalistes, paysans du Sud et du Nord, forces sociales et partis politiques articulaient les messages sur l'urgence climatique et la nécessaire remise en cause d'un système dévastateur pour les peuples et pour le climat. Cela a donné lieu à des cortèges très dynamiques. Le capitalisme et le système productiviste étaient notamment les principales cibles des militants regroupés dans le cortège «System change, Not climate change!»

Au sein de ce bloc, le NPA constituait un groupe d'environ quatre-vingts personnes. Les militants avaient pu rejoindre Copenhague avec le train organisé en commun

avec le collectif Urgence climatique et Justice sociale, ou grâce aux bus que nous avions spécialement affrétés. Les 30 heures de trajet aller/retour n'ont donc pas entamé la motivation des militants du NPA qui ont pu donner de la voix durant plus de quatre heures dans les rues danoises. Face à cette foule enthousiaste et déterminée, la répression policière a été une nouvelle fois complètement déplacée et disproportionnée. Les lois exceptionnelles votées les jours précédents par le gouvernement danois avaient facilité la tâche des armadas de robocops qui ont arrêté près d'un millier de personnes, pour la plupart de simples manifestants. Une fois de plus, les gouvernements prouvent leur incapacité à accepter une opposition populaire et déterminée. Les tentatives de décrédibilisation par des interventions policières se multiplient lors des manifestations internationales.

Cependant, elles ne doivent ni nous décourager ni nous détourner du nécessaire travail de construction d'un mouvement populaire pour l'urgence climatique et la justice sociale.

Cette manifestation de Copenhague marque un tournant dans le mouvement pour la sauvegarde du climat. Son dynamisme, la radicalité des prises de position et la remise en cause explicite du système capitaliste et productiviste par une large part des organisations présentes dans le cortège, doivent nous servir de point d'appui pour enclencher une dynamique de construction d'un mouvement militant autour des questions d'urgence climatique et de justice sociale. Ce n'est que par la constitution de tels cadres que le souffle né de Copenhague pourra perdurer.

Damien Joliton

et aussi

ROUTIERS : UN ACCORD EN TROMPE L'ŒIL ? Après deux ans de gel des salaires et d'absence de dialogue social, un simple préavis de grève avec menace de blocage des entrepôts de la grande distribution peu avant Noël aura permis aux routiers d'obtenir un accord jugé satisfaisant par les syndicats. La pression exercée par les salariés s'est révélée efficace et cela en raison de l'unité sans faille de l'intersyndicale (CGT, CFDT, CFTC, FO, CFE-CGC), de la détermination de la base et du choix de la date prévue. De ce bras de fer exemplaire ressort un sentiment de victoire que confirme Richard Jaubert, négociateur pour la CGT: «On a gagné une revalorisation salariale de 4%, légèrement en dessous pour les catégories de salaires les plus hautes, l'augmentation des frais de notes de 3% et une hausse de 3,56% sur le salaire des cadres. L'engagement d'un calendrier a été pris au 1^{er} janvier, pour la mise en place d'une mutuelle et aussi pour la rénovation de notre convention collective.» Cependant, la signature d'une seule des organisations patronales, TLF, ne permet pas pour l'instant aux salariés des entreprises affiliées aux autres organisations (FNTR, OTRE et Unotra) d'en bénéficier. Le secrétaire d'État aux transports s'est

engagé à étendre l'accord «à toute la profession [pour une application] dès le début 2010». La façon dont ce gouvernement (mal)mène le dialogue social et sa propension à se dédire permettent d'en douter. En outre, les entreprises du secteur engrangent au passage une réduction de 100 millions d'euros de cotisations patronales sans parler des réductions et aménagements à venir de la taxe carbone qui d'exonération en exonération ne touchera bientôt plus que les travailleurs. En attendant la suite des événements, ces quelques jours de négociations auront eu pour mérite de remettre sur le devant de la scène une profession en voie de paupérisation dont les conditions de travail se révèlent chaque jour un peu plus difficiles, une profession sans laquelle la «belle machine» capitaliste se gripperait bien vite! Mais au-delà de cette victoire des routiers, on ne peut dissocier les difficultés d'un secteur en crise, de problématiques plus larges liées à l'environnement: pollution, destruction des écosystèmes notamment par la création de nouvelles autoroutes – l'exemple de la traversée centrale des Pyrénées est édifiant – ou aux politiques économiques et industrielles (délocalisations, flux tendus et «stocks roulants» ...).

VIOLENCES POLIÉRIÈRES CONTRE OLIVIER BESANCENOT ET LES POSTIERS. À l'occasion de l'ouverture du débat sur la Poste, Olivier Besancenot et un certain nombre de postiers ont mené une opération symbolique en direction de l'Assemblée nationale afin d'habiller les statues, qui trônent dans la cour, en postiers. Pied de nez en direction de M. Estrosi et du gouvernement qui veut changer le statut de La Poste. Violentement délogé par des policiers, Olivier Besancenot a eu plusieurs fractures à un doigt et un déplacement de la partie osseuse. Transporté aux urgences, il doit subir une intervention chirurgicale. Il n'est pas le seul à avoir été blessé. Un autre postier a eu cinq jours d'ITT. Ainsi, manifester contre la privatisation de La Poste, la destruction du service public c'est s'exposer à des violences policières inadmissibles. Le NPA condamne les violences policières à l'égard de son porte-parole et des postiers qui ont manifesté à l'Assemblée. Les pitoyables déclarations de Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP, ou du président de l'Assemblée nationale ne peuvent masquer que ce gouvernement, non content de détruire le service public, bafoue en plus les libertés démocratiques et le droit de manifester son opinion.



Nos emplois, pas leurs profits!



Morlaix, 28 novembre 2009. La mairie est occupée par des chômeurs et précaires. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/ESTEBAN)

EMPLOIS PRÉCAIRES UN SYSTÈME GÉNÉRALISÉ

La précarisation des emplois, sous la forme de contrats à durée limitée, de temps partiel imposé ou de stages, se généralise et touche principalement les jeunes.

Depuis des décennies, les gouvernements et le patronat, au nom de la lutte contre le chômage, ont développé et encouragé la création d'emplois précaires. Avec plus de 2,8 millions de salariés en contrats à durée déterminée (CDD), intérimaires ou stagiaires, le taux d'emploi précaire en France a plus que doublé entre 1983 et 2008, passant de 5,4% à 13%. Il faut y ajouter les près de 5 millions de salariés qui travaillent à temps partiel. L'État, premier employeur de France, n'est pas en reste avec, en 2007, un salarié sur trois en CDD dans le secteur public. Si les chiffres globaux montrent qu'aujourd'hui la précarité concerne l'ensemble du salariat, ils ne rendent pas compte de son inégale répartition, frappant prioritairement les jeunes, les femmes et les travailleurs d'origine étrangère. Que dire alors quand on est les trois à la fois!

La crise ayant fait exploser le chômage, les plus vulnérables sont les premiers licenciés: les CDD et les intérimaires. En un an, de mars 2008 à mars 2009, le nombre d'intérimaires a diminué de 40%. Toutes les formes de contrats précaires doivent être interdites au profit du seul contrat de travail à durée indéterminée et à plein temps. L'intérim doit être supprimé. Toutes les officines privées -telles que Adecco, Manpower, Verdiobis (dorénavant Randstad) qui détiennent à trois 65% du marché- doivent être interdites. Il faut instaurer un véritable service public de l'emploi. En prenant en compte toutes les catégories de chômeurs- et pas seulement la catégorie A des demandeurs n'ayant pas travaillé pendant le mois en cours, comme le fait le gouvernement-, le nombre de chômeurs tourne autour de 5 millions. La mise en place du revenu de solidarité active (RSA) impose aux chômeurs d'accepter n'importe quel petit boulot très mal payé au-

delà de deux refus, le RSA est supprimé) et généralise le temps partiel. S'il permet à certains de dépasser de justesse le seuil de pauvreté, le RSA encourage les patrons à sous-payer leurs salariés et à ne plus créer d'emplois stables. Alors que les chômeurs sont dénigrés comme prétendument pas assez flexibles, le patronat licencie et utilise les emplois précaires pour tirer les salaires vers le bas. Chaque fois que les salariés ont accepté de baisser leurs salaires pour sauver leurs emplois, ils ont perdu sur les deux plans, comme l'a montré l'exemple de Continental. Les jeunes sont les premières victimes de la crise et sont de plus en plus exclus du travail. En un an, le taux de chômage des 18-25 ans a augmenté de 35%, pour atteindre 23,5%, presque trois fois plus que les 25-49 ans. Plus de 400 000 jeunes de moins de 25 ans, sans emploi, se retrouvent aussi sans minimum social. Face à cette situation désastreuse, le gouvernement pro-

pose la généralisation de la précarité, la dévalorisation des diplômes, le contrôle accru des employeurs sur la formation et les jeunes eux-mêmes. Le NPA refuse la «professionnalisation» dévalorisant les diplômés et revendique une allocation d'autonomie pour tous les jeunes de 16 à 25 ans à hauteur du Smic, pour permettre à tous de vivre et de se former librement. La précarité est un système organisé pour permettre de réduire les acquis sociaux, les salaires et de renforcer le pouvoir patronal sur les salariés. Elle aggrave l'insécurité sociale et la pauvreté au lieu de les faire reculer. Pour en finir avec la précarité et imposer le droit à l'emploi pour tous, il faut un mouvement d'ensemble national. Et au-delà, lutter pour une autre société qui interdise la confiscation par quelques-uns des richesses produites par le plus grand nombre.

Sandra Demarcq

DEUX SOIRÉES CONTRE LES LICENCIEMENTS ET POUR L'EMPLOI. Le 27 novembre, les comités NPA du nord de Toulouse ont organisé une projection débat, dans le cadre de la campagne emploi. La soirée a débuté par la projection d'un documentaire, *Fumel de fer de feu et de rock*, qui retrace la lutte des salariés de Fumel Technologie confrontés au dépôt de bilan de leur entreprise et qui ont décidé de reprendre leur outil de travail. Cette expérience originale d'autogestion a animé la première partie du débat. Les 55 participants à cette soirée ont ensuite fait le point sur les mobilisations de Molex et Freescale pour tirer un premier bilan de l'intervention du NPA sur ces deux mobilisations. En conclusion, même si le NPA n'est pas là pour donner des leçons aux salariés en lutte, il faut être offensif sur ces mouvements en réaffirmant la nécessité d'interdire les licenciements! Dans le prolongement de cette initiative, le NPA va proposer à l'intersyndicale de Freescale de monter un comité de soutien réunissant la population

toulousaine et les organisations qui souhaitent y participer. Pour sa première réunion publique depuis l'été, le comité NPA de Pantin (Seine-Saint-Denis) avait choisi, au vu de l'actualité, de mettre l'accent sur le droit à l'emploi et de populariser ainsi la campagne nationale du NPA «Nos emplois pas leurs profits». Julien Salingue a introduit la réunion en parlant de la crise du système et des réponses du NPA face aux attaques du gouvernement et du patronat. Comment populariser l'exigence de l'interdiction des licenciements, comment éradiquer le chômage et la précarité dans le privé comme dans la fonction publique? Les participants ont ensuite débattu de la stratégie des luttes, de la responsabilité des directions syndicales qui refusent d'organiser un mouvement d'ensemble, et des moyens de relancer les luttes, celle des sans-papiers montrant que les plus précaires savent parfois ouvrir la voie, mais aussi de la nécessité d'unité la plus large pour faire reculer le gouvernement. Bref, une bonne soirée.

De l'argent, il y en a!

La crise touche tout le monde, même les patrons des plus grandes entreprises du CAC 40. En effet, selon le dernier rapport de Proxinvest, les rémunérations des patrons du CAC 40 ont chuté de 20% en 2008. Mais pas de panique, car en moyenne leurs rémunérations annuelles s'élèvent à 3,6 millions d'euros tout compris (salaire, stock options, bonus...) c'est-à-dire 221 fois le Smic. Les deux plus hautes rémunérations sont comme par hasard deux grands amis de Sarkozy. Bernard Arnault le PDG de LVMH aurait perçu cette année environ 16,8 millions d'euros et Arnaud Lagardère un peu plus de 13 millions. Tiens petite question: de combien les salariés de ces deux grands patrons vont-ils être augmentés cette année?

CHÔMAGE

SUITE DE LA PAGE 1

Dans l'écrasante majorité des cas, les radiations (et la suspension du revenu qui va avec) sont dues à des absences à une convocation...

Plusieurs cas particuliers permettent aussi de ne pas comptabiliser les chômeurs, comme les entrées en formation (+ 7,9%) ou les conventions de reclassement personnalisées (CRP).

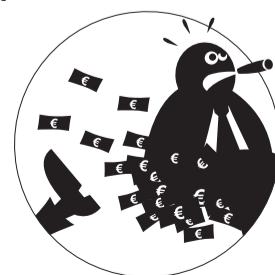
Enfin, le gouvernement joue sur l'augmentation des contrats aidés (+22 000 en un an) qui renforcent la précarité notamment dans l'Éducation nationale et les hôpitaux.

En parallèle et sans surprise, les offres enregistrées par Pôle Emploi ont diminué de 8% en un an.

La situation économique est bien évidemment en partie responsable de ce chiffre, mais vient s'y ajouter une désorganisation totale due à la fusion ANPE-Assedic. L'argument officiel est de dire: «heureusement que la fusion se fait pendant la crise, sinon ce serait encore pire». Au contraire, au-delà de l'objectif idéologique, la fusion en pleine crise du capitalisme a des conséquences catastrophiques. Alors que Pôle Emploi va bientôt avoir un an, le bilan est un échec total. Des milliers de dossiers d'indemnisation, pour lesquels les personnels font des heures supplémentaires le samedi, sont en souffrance. Les chômeurs sont littéralement baladés d'un site à un autre sans jamais obtenir la bonne réponse, la plateforme téléphonique (3949) étant complètement saturée. Malgré cela, Sarkozy a décidé d'accélérer le calendrier et la fusion doit être réalisée au 31 décembre... Le but du gouvernement est d'afficher à tout prix une façade reluisante, peu importe ce qui se cache derrière. Des salariés s'étaient déjà suicidés en début d'année et on assiste à une nouvelle vague de tentatives de suicide de salariés en Île-de-France et en Paca, ainsi que celle d'un chômeur en Mayenne. Face à une situation qui commence à ressembler à celle de France Télécom, Laurent Wauquiez, secrétaire d'État à l'Emploi, nous refait le coup du questionnaire pour nous interroger sur nos conditions de travail. Quelle mascarade! Le gouvernement les connaît parfaitement, mais refuse de répondre aux revendications.

Beaucoup de salariés sont tellement écumés de ce qu'on leur impose de faire qu'ils n'ont pas envie de se battre. Mais le ras-le-bol est tel que certaines agences se mettent en grève spontanément sans attendre les consignes des directions syndicales (six agences en grève entre le 7 et le 17 décembre en Île-de-France). Du côté de la justice aussi, la direction de Pôle Emploi est désavouée: un jugement du TGI de Bobigny vient de lui ordonner de reprendre l'information du comité d'entreprise concernant la mise en place de sites «mixtes» avec paiement d'une astreinte de 1000 euros par jour et par document manquant. Dans le cadre du collectif «droits nouveaux», une plateforme commune salariés Pôle Emploi-chômeurs se discute. Elle est destinée à être diffusée largement pour afficher les intérêts communs face à ce gouvernement.

Lucas Maldini



GRÈVE DES

Les manifestations

du 5 décembre contre le chômage ont rassemblé des milliers de chômeurs, précaires, sans-papiers et tous les salariés qui en font un combat important. Ces manifestations sont notamment l'aboutissement de semaines d'actions, dans plus de 50 villes en France, qui visaient à mobiliser les chômeurs, précaires et salariés en lutte contre les licenciements.

Les actions ont été multiples et ont montré la part d'imagination et d'humour indispensable à un tel sujet : mur de la précarité à Agen, actions contre la grippe précaire, occupation de la mairie de Brest (les multiples actions bretonnes ont d'ailleurs dû faire peur au pouvoir politique qui a violemment réprimé la manifestation pacifique du 5 décembre), occupation de Pôle Emploi à Toulouse et Montreuil, intervention à la CAF à Tours, à la CPAM à Bordeaux, à EDF à Toulouse, occupation d'agences d'intérim, invasion de l'entreprise Altedia à Paris, « piqueteiros » de grève devant un quartier à Toulon, etc.

La mobilisation trouve sa dynamique dans le rassemblement des générations : anciens militants d'AC! toujours révoltés et au fait des réseaux militants, jeunes militants précaires apportant leur énergie pour de nouvelles formes d'actions, salariés confrontés aux licenciements. À ce titre, la présence de Xavier Mathieu, leader de Continental, à la manifestation du 5 décembre « *comme nouveau chômeur* », n'est pas anodine.

Ces actions ont su soulever localement des situations individuelles (annulation du remboursement de trop-perçus, par exemple) et collectives (accueil dans les Pôle Emploi, 39 49). Elles ont aussi porté des questions sociales, telles que les discriminations à l'embauche, la nécessité de lois pour défendre les chômeurs dont les droits sont bafoués, l'opposition aux licenciements, les multiples précarités (soins, papiers, logement...) qui se combinent pour exclure toujours plus de gens.

Ces questions ne sont pas résolues. Ce rassemblement et renouvellement de forces militantes se veut être la première phase d'un mouvement qui reste à reconstruire. Le collectif Droits nouveaux appelle à continuer la résistance – notamment par les actions « *faim de mois* », à continuer à structurer un véritable mouvement contre le chômage et pour des droits nouveaux, pour les combats à venir. Nous vous livrons ici un panorama non exhaustif de ces quelques semaines de mobilisation.

MARCHE AUVERGNE 2009

PARTOUT LA PRÉCARITÉ, PARTOUT LA RÉSISTANCE

Du 20 au 28 novembre, à l'initiative d'un collectif d'associations, de syndicats et de partis, la Marche Auvergne 2009 contre le chômage, les précarités et les licenciements a traversé l'Allier, le Puy-de-Dôme, le Cantal et la Haute-Loire. Un groupe de militant-e-s est parti de Montluçon vers Le Puy, en faisant étape dans de nombreuses villes. Rien n'a manqué au programme : des Pôle Emploi radiographiés (chiffres, nombre de dossiers, radiations, etc.), occupés ou transformés en lieu d'assemblées générales (AG) ; des usines en lutte, des débats, des moments de solidarité et de fête, la diffusion de nos revendications (discussions, tracts, médias), etc. Une manifestation au Puy, la ville de Laurent Wauquiez, nous a une fois de plus démontré le mépris du « ministre du chômage et de la précarité ». Une occasion de dénoncer l'augmentation du chômage en Auvergne : 10 000 chômeurs de plus en un an, pour atteindre 74 000... contre 5 000 offres d'emploi dans la région ! Nous avons marqué notre refus de la stigmatisation, des radiations et de ce qui est devenu un véritable régime politique : la précarité partout.

La marche aurait pu commencer le 16 octobre, place de Jaude à Clermont-Ferrand. Ce jour-là, au milieu de 500 tracteurs venus de tout le massif Central, le président du Conseil général du Puy-de-Dôme a promis aux paysans mobilisés de tout faire pour qu'ils puissent avoir droit au... RSA. Le 9 novembre, au même endroit, un groupe venu de l'« Hôtel des Vils », une auberge de jeunesse réinvestie pour l'action politique et culturelle, est venu « *abattre le mur du chômage et de la précarité* ». Subversion à la fois grave et joyeuse qui allait annoncer la marche et donner confiance au collectif.

Cinq Pôle Emploi ont été occupés. Celui de Clermont a été investi pendant quatre heures. Celui d'Issoire a rassemblé les marcheurs, l'UL-CGT, les Valeo, les Alcan et les Bourbié – qui avaient lu, le vendredi précédent, la liste des 120 licencié-e-s affichée devant les ateliers. Nous leur avons porté le message de solidarité des Frulact de Saint-Yorre, qui occupent leur usine depuis le 7 octobre, et dont la lutte bouscule aujourd'hui le droit de propriété et le droit du travail.

La lutte se poursuit, avec des rencontres, des visages et des amitiés : débats et fêtes à Riom et à Montluçon, soupe populaire bio, tracts, interventions dans les médias (France 3, *La Montagne*), etc. Dévoiler, relier, synchroniser, la marche c'est du sport ! Et, avec partout la mobilisation du NPA Auvergne, un sport collectif !



Marche contre la précarité en Auvergne. (COMMISSION PRÉCARITÉ)

LE 5 DÉCEMBRE À LYON

UNE MANIFESTATION PORTEUSE D'ESPOIR

À Lyon, comme à Paris, Rennes, Marseille et Bordeaux, la manifestation de chômeurs, travailleurs, et précaires du 5 décembre dernier marquait à la fois la fin des Marches contre le chômage, les précarités et les licenciements, mais aussi le début d'un espoir de rassemblement large en vue des luttes à venir contre ces injustices sociales.

En effet, malgré la faible mobilisation des allocataires du Pôle Emploi, du RSA, et les personnels victimes de plans de licenciements (tous trop accaparés par leurs propres problèmes pour se mobiliser dans des luttes collectives), l'unité a été de mise entre les militants associatifs, politiques et syndicaux, composant la coordination locale chargée d'organiser les Marches régionales et la manifestation. Cette dernière eut la forme d'une marche de onze kilomètres, partie du Mas-du-Taureau à Vaulx-en-Velin, pour se rendre à la Bourse du travail de Lyon. Le cortège, d'environ 150 personnes, était coloré, bruyant, et ne passa pas inaperçu. Cette journée a été l'aboutissement de plus de trois mois de travail commun, et la mobilisation des militants d'organisations signataires localement fut un écho positif à nos actions revendicatives de la quinzaine précédente. Suite à nos actions communes avec les travailleurs de Sanofi à Neuville-sur-Saône, et de Renault Trucks à Saint-Priest, des liens forts ont été noués entre travailleurs et privés d'emploi. De même, l'accueil qui nous a été réservé par les différentes communes que nous avons visitées fut chaleureux et nous démontra une solidarité et un soutien bienvenus. La journée la plus significative fut sans doute le jeudi 26 novembre, quand nous avons réalisé un « rallye des précaires » à Vaulx-en-Velin : visite du Pôle Emploi, de la Mission locale, et d'Ingeus!

Le collectif de lutte qui est né à l'occasion des Marches s'est déjà fait connaître à travers l'agglomération. Nous étions entre 100 et 200 manifestants à défilé à Lyon samedi dernier, nous serons entre 1 000 et 20 000 l'année prochaine ! Le NPA s'inscrit logiquement dans cette action collective qui le confirme comme étant un acteur prépondérant dans la lutte contre les précarités et la misère sociale, et dans la lutte pour la justice sociale. Un seul mot d'ordre nous réunit : solidarité.

1. Entreprise d'accompagnement à l'emploi qui profite de la précarité, en particulier dans les quartiers populaires.

portage

CHÔMEURS!

DÉCONTAMINATIONS CONTRE LA GRIPPE PRÉCAIRE

À Paris, Alençon, Angoulême, Lyon, Lisieux, Digne, etc., les militants du NPA et les associations de chômeurs ont empêché la propagation de la plus pernicieuse des pandémies : la grippe P, ou grippe précaire. Armés de masques sanitaires, de combinaisons blanches, de rouleaux de scotch de sécurité et de produits nettoyants, ils ont envahi les Pôle Emploi, les CAF, les Mc Donald's, et ont procédé à une sécurisation des lieux, des personnes et du matériel.

ATTENTION DANGER!

Pour 2009, le Bureau international du travail avait notifié officiellement une augmentation de 200 millions de cas d'infection par le virus de la précarité (grippe P), dont 1 million de plus en France. Une phase d'alerte est actuellement en vigueur contre cette pandémie de précarité et de chômage. L'OMS recommande la plus grande vigilance, car le taux de mortalité est proportionnel à l'inégalité des richesses.

COMMENT SE PROTÉGER CONTRE LA GRIPPE PRÉCAIRE?

N'attendez rien des institutions, elles sont déjà dépassées. Ne comptez pas sur le RSA, placebo qui multiplie les miettes d'emploi avec travail obligatoire. Prenez soin de bien vous couvrir le nez et la bouche, une cagoule fait l'affaire.

Rejoignez des collectifs de personnes souffrant des mêmes maux, car seuls les remèdes d'ordre collectif et la lutte semblent à même de vaincre la pandémie.

APPEL DES CAFARDS DE MONTREUIL

«Tours en rond, de rendez-vous en rendez-vous, de standard en standard, de formation en formation, aller-retour, de l'intérim au chômage, du temps partiel au RSA, et puis mimer la bonne volonté, la bonne foi, la vraie motivation.

Nous préférons prendre le fric, sans contre-partie. Nous refusons le racket : si tu travailles, tu as du fric, et donc tu peux vivre. Pas tellement parce que nous voulons une société où chacun s'ennuie à ne rien faire. Mais parce qu'à force d'orienter le travail par le fric, celui-ci est souvent devenu plus con que jamais, [...] nous voulons d'abord l'argent et puis après on verra. [...] Ça peut sembler dingue, mais ça l'est moins que de continuer nos petites débrouilles, que de galérer chacun de notre côté.

Alors quoi? Il nous faut des situations et des espaces où se rencontrer, où se montrer et exiger beaucoup pour que, chaque fois que nous passons par la case emploi, nous ayons moins peur du chômage et donc de nos patrons pour que, à chaque fois que nous allons à la CAF, à Pôle Emploi, au CCAS ou ailleurs, ils sachent que nous ne demandons pas la charité mais l'argent. Nous voulons imaginer ce que serait une grève des chômeurs, une grève qui dirait, dans un grand rire : donnez-nous l'argent, et arrêtez de nous prendre pour des buses, on voit que votre contrôle et vos radiations, c'est pour nous faire accepter n'importe quoi.»

(Extraits)

ON PRÉFÈRE
MARCHER CONTRE
LE CHÔMAGE...

...QUE DE
SE FAIRE
BALLADER
DE CDD
EN CDD!!



MONTREUIL, 1^{er} DÉCEMBRE OCCUPATION D'UN PÔLE EMPLOI

Mardi, 15 heures. On arrive à une trentaine pour occuper le Pôle Emploi de la rue Kléber à Montreuil. On entre, tous les employés s'enferment dans leurs bureaux, puis partent. C'est la consigne de la direction pour ne pas avoir à se confronter aux chômeurs en colère. Comme avec le 3949, ils veulent nous tenir à distance. C'est aussi une façon de monter les allocataires contre les actions collectives d'autres allocataires, mais ça ne marche pas vraiment. Si une ou deux personnes sont furieuses contre nous, une bonne partie des autres soutiennent l'action en cours.

18 heures. On est toujours dans ce Pôle Emploi vide d'employés. Ça bloque donc! et depuis quelques heures il n'y a plus de radiations ici. Ça nous plaît, ça nous parle, de bloquer cette machine à radier, à se faire exploiter, cette machine qui nous force à travailler, à faire des stages à la con, à raconter ce qu'il-faut-comme-il-le faut aux rendez-vous où l'on est obligés d'aller sous peine de perdre les quelques centaines d'euros qu'ils voudraient bien nous donner. Chômeurs, précaires, au RSA, vivant de petits boulots, galérant pour joindre les deux bouts... On cherche des moyens de s'organiser ensemble. Pas facile de faire grève quand on n'a pas de lieu de travail, de lutter quand on est isolé. La question n'est pas la réforme de Pôle Emploi, nous voulons nous organiser contre ce qui nous fait atterrir là, contre la concurrence de tous contre tous sur le marché du travail. Si Pôle Emploi veut nous faire croire qu'il s'agirait d'offrir un emploi stable à tous, nous savons bien qu'il ne fait qu'entériner une situation où nos conditions d'exploitation ne font qu'empirer. Cette occupation est une tentative pour lutter contre ce qu'on nous impose chaque jour. Pour porter la conflictualité et permettre l'inversion du rapport de forces qui nous est si souvent défavorable quand nous sommes isolés.

Vers 21 heures. Police Emploi porte encore mieux son nom que d'habitude. Les bleus arrivent avec la réquisition de la direction pour nous expulser. Nous décidons de partir de nous-mêmes sans contrôle d'identité. Au moins on sera plus frais pour l'action du lendemain.

(communiqué des occupants du Pôle Emploi de la rue Kleber)



GRÈCE REFUSER LA FACTURE

Le gouvernement grec s'engage à résorber les déficits en s'attaquant aux dépenses sociales.

DANS un climat d'affolement créé par les agences financières de notation, relayé par l'Union européenne et les médias internationaux, le gouvernement Pasok propose un « dialogue social » aux organisations ouvrières et au patronat, dans un cadre d'« union nationale » pour enfermer les travailleurs. Jeudi 17 décembre est organisée une grève générale.

La dette extérieure (publique et privée) comme la dette publique de la Grèce résultent de politiques déjà anciennes d'exonération fiscale du grand patronat. Déjà, entre 1979 et 1989, la dette publique est passée d'environ 8% du PIB à 33%, tandis que la dette extérieure totale passait de 13 à 38%. Aujourd'hui, la dette publique atteint 135% du PIB et la dette extérieure 150%. Le nouveau budget chiffre le montant des intérêts de la dette au quart des recettes totales (habituellement surestimées), soit 5% du PIB, presque le double des années 1980. Cet endettement est en lien avec les dépenses militaires (4 à 4,5% du PIB) ainsi qu'avec un fait soigneusement passé sous silence: l'État grec garantit à 80% les emprunts à court ou long terme faits par les entreprises. Quand les entreprises n'honorent plus leurs obligations, ce paiement pris en charge par l'État se reporte automatiquement sur la dette publique.

Même si le nouveau Premier ministre Georges Papandreou savait lors des élections d'octobre que le déficit public serait autour de 13% du PIB, il a centré sa campagne sur la promesse de ne pas comprimer les salaires et c'est cette promesse qui explique la victoire écrasante du Pasok. Le chômage en Grèce est de 18%, la consommation est en baisse et le PIB a diminué de 1,7% en un an. La Banque centrale européenne, en prévision d'une nouvelle crise, veut imposer à tous les pays de l'Union européenne une stricte discipline dans les finances publiques. Mais ce n'est pas la Grèce, dont l'économie ne représente que 3% des pays de la zone euro, qui pose le plus de problèmes, malgré ce que dit la presse, mais plutôt les grands pays comme l'Allemagne, avec une dette et un déficit public croissants (respectivement 78% et 6% du PIB). Dans ces conditions, Papandreou n'ira peut-être pas jusqu'à la diminution réclamée des salaires, comme en Irlande, mais il tentera d'augmenter les impôts indirects et de diminuer les dépenses sociales, avec comme objectif de ramener le déficit budgétaire à 4% du PIB.

Athènes, Takis Thanassoulas et Andreas Sartzekis

Iran
LA RÉSISTANCE NE DÉSARME PAS
Six mois après le coup d'État électoral du président Ahmadinejad, la contestation continue, malgré une féroce répression.



Téhéran, lundi 7 décembre 2009. Étudiants manifestant contre le gouvernement. (REUTERS/STR)



Arrestations, tortures, viols de prisonniers, disparitions et meurtres. Le régime tente par tous les moyens de mettre fin à l'agitation. Les simulacres de procès se sont soldés par cinq condamnations à mort et neuf à perpétuité. Certains prisonniers condamnés à de longues peines voient leur jugement révisé en condamnation à mort. Selon les organisations humanitaires, dix-neuf détenus d'opinion, dont quatorze Kurdes, attendent leur pendaison.

À la pointe du mouvement, les étudiants saisissent toutes les occasions pour exprimer leur rejet des deux personnages principaux de la République islamique, le président Ahmadinejad et le Guide de la révolution Ali Khamenei. Ils détournent les

commémorations officielles, comme celle du 7 décembre, en mémoire des trois étudiants tués, en 1953, lors d'une manifestation après le coup d'État organisé par la CIA contre Mossadegh. Ce 7 décembre, les étudiants ont massivement manifesté dans tout le pays et toutes les universités. Les slogans ont pris pour cible Ali Khamenei et, pour la première fois, ses portraits ont été brûlés.

Depuis, la télévision montre en boucle des manifestants brûlant une photo de l'ayatollah Khomeyni, le fondateur disparu de la République islamique. Pour les étudiants, ces images ont été fabriquées pour justifier la répression. Les Gardiens de la révolution (Pasdaran), branche paramilitaire dépendant directement du Guide de la révolution, multiplient les déclarations menaçantes. Elles s'adressent à tous ceux qui veulent en finir avec la République islamique ainsi qu'aux dirigeants de l'opposition réformatrice «verte», l'ancien président du

Parlement, Medhi Karoubi, et l'ancien Premier ministre, Mir Hossein Moussavi. Les rumeurs sur l'arrestation proche de Moussavi ne font qu'enfler.

Les Pasdaran tentent de confiner les manifestations dans les enceintes universitaires. Ainsi, dimanche 13 décembre, ils ont encerclé le campus de l'Université de Téhéran, prenant au piège des centaines d'étudiants. Aux manifestations étudiantes s'ajoutent les rassemblements réguliers des mères endeuillées qui ne cessent de manifester courageusement leur opposition au régime et bénéficient d'une grande sympathie de la population. Tout cela dans un climat social et économique particulièrement dégradé avec de nombreuses grèves, dispersées du fait de la répression et de l'absence d'organisations syndicales indépendantes.

Karoubi et Moussavi viennent de demander l'autorisation d'organiser une grande manifestation pour dénoncer la destruction des photos de

Khomeyni mais aussi le rôle joué par les médias officiels. Si elle se tient, cette manifestation sera une nouvelle épreuve de force.

Face à cette crise multiforme, la brèche ouverte au sein du pouvoir est de plus en plus profonde. Les Pasdaran et le clergé qui soutient encore Ahmadinejad et le Guide se divisent sur la stratégie à suivre. Le bras de fer imposé par la population provoque des remous, y compris au sein de l'armée régulière. Dans ce contexte, ceux qui, au sein du régime et du camp «conservateur», veulent instaurer la loi martiale et écraser la contestation veulent aller vite. Plus que jamais, celles et ceux qui luttent pour la liberté, l'égalité et la justice sociale doivent pouvoir compter sur la solidarité internationale.

Babak Kia

NOUVELLE-CALÉDONIE SUCCÈS KANAK

Le 6 décembre, de nouvelles élections ont eu lieu dans la province des Îles en Kanaky, suite à l'annulation par le Conseil d'État du scrutin de mai dernier, pour irrégularités massives dans tous les bureaux de vote. Le Parti travailliste (PT), à l'origine du recours en annulation, a doublé le nombre de ses élus dans la province et obtenu un élu supplémentaire au congrès du Territoire. Avec une participation équivalente à celle de mai, le PT progresse de 5% en voix, avec plus de 23% des votes. Cerise sur le gâteau, les électeurs ont éliminé la liste UMP qui n'a aucun représentant dans son assemblée.

Avec une campagne claire pour l'indépendance de la Kanaky en 2014 et contre l'immobilisme du FLNKS qui ne vise plus qu'à accéder à la «souveraineté économique», le PT a su déjouer les plans du gouvernement, de la droite et d'une partie des indépendantistes qui souhaitaient le faire passer pour un groupement de terroristes délinquants. Le conflit d'Aircal n'est pas loin et les syndicalistes de l'USTKE, dont son président Gérard Jodar, sont toujours emprisonnés au camp Est,

un établissement qui «est le reflet de ce qu'il y a de pire en matière de conditions de détention», selon l'Observatoire international des prisons. La campagne du PT a permis de démonter avec succès la manipulation politique perpétrée à l'occasion d'un conflit syndical et qui visait le parti après sa percée aux élections provinciales de mai.

En remettant au centre du débat la lutte pour l'indépendance et la souveraineté économique, le PT a aussi mené une campagne anticapitaliste et pour une autre répartition des richesses. Le déséquilibre économique est au détriment de la province des Îles. Près de 50% de sa population est obligée de vivre sur la Grande Terre. C'est le résultat d'une politique qui concentre à Nouméa les hôpitaux, les maternités, les centres de formation, les universités, etc. Ainsi, les femmes doivent se rendre en avion à Nouméa pour accoucher, toute prise de sang est envoyée sur la grande terre, avec des résultats tardifs. La politique du PT pour le Territoire a aussi été développée. Le récent transfert de compétences de la France vers le Territoire, pour l'enseignement, illustre bien les limites de l'autonomie souhaitée par Paris

et la droite locale avec la passivité des partis du FLNKS: les bâtiments et la gestion du personnel sont transférés, mais pas les programmes, ni la formation des enseignants, ni la validation des diplômes. La politique de colonisation de peuplement qui vise à mettre durablement en situation de minorité la population kanak se poursuit: 40 000 métropolitains se sont installés depuis dix ans, pour une population de 250 000 habitants en 1999. La protection de l'emploi local prévue par les accords de Nouméa est lettre morte, les jeunes kanaks passent systématiquement derrière les jeunes migrants diplômés et n'accèdent qu'aux emplois déqualifiés. À l'heure de la grand-messe de Copenhague, la colonie accèdera bientôt au top 5 mondial des émetteurs de CO₂ par habitant et quasiment rien n'est fait pour que, d'ici la fin du siècle, ses îles ne deviennent inhabitables. Un autre modèle économique est indispensable et cela commence à être compris par la population.

Bernard Alleton



CRISE LE SPECTRE DE LA DÉPRESSION

Derrière le phénomène de la spéculation, la crise économique actuelle est une crise de surproduction.

La ministre de l'Économie, Christine Lagarde, a annoncé que «notre économie a pris le tournant de la reprise».

Si le produit intérieur brut (PIB) est bien en croissance de 0,3% au troisième trimestre, il ne reflète pas la réalité. Pour les salariés, c'est l'aggravation de la précarité, le chômage partiel et les licenciements qui marquent la période. Les mensonges des gouvernements et des patrons ne parviennent plus à masquer les dégâts du capitalisme. Dans un récent sondage organisé par la BBC, interrogeant les ressortissants des 27 pays de l'Union européenne sur le capitalisme, seulement 11% des personnes interrogées jugent que le capitalisme fonctionne de manière satisfaisante et, dans 21 pays sur 27, une majorité affirme avoir perdu confiance en lui. La France se révèle la plus critique avec 43% des interrogés considérant qu'il faut remplacer le capitalisme par un autre système économique.

La cause de la crise actuelle n'est pas la spéculation mais bien la logique du capitalisme. Pour faire plus de profits, les capitalistes doivent, d'une part, augmenter la plus-value produite par les travailleurs, c'est-à-dire produire plus sans augmenter la masse salariale et, d'autre part, réaliser cette plus-value en trouvant des acheteurs pour leurs marchandises. Mais comment peut-on produire et vendre plus sans augmenter les salaires?

Depuis les années 1980, les capitalistes pensaient avoir trouvé une solution: le crédit à la consommation. Plus d'un ménage sur trois en France est devenu client de Cetelem, Cofidis, Cofinoga, Finaref ou Sofinco. En 30 ans, le taux moyen d'endettement des ménages est passé de 25% à 75% du revenu. Cela a semblé marcher, le chômage atteignant, début 2008, son point le plus bas depuis l'apparition de la première crise, il y a 25 ans.

La crise actuelle s'est déclenchée à l'endroit où la surchauffe était la plus intense, le marché de l'immobilier aux États-Unis. C'est une crise classique de surproduction qui va s'étendre et devenir la plus grande crise générale du marché mondial depuis celle de 1929. Mais, cette fois, les gouvernements ont réagi immédiatement et massivement. Vu le rôle de l'endettement, il ont d'abord et avant tout cherché à sauver les banques car, pour eux, si elles s'effondrent, c'est tout le système qui s'arrête.



La presse, en octobre 2008. Qui va payer la crise? (PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)

SURPRODUCTION ET ENDETTEMENT

Mais la crise de surproduction se répand et, début 2009, pour la première fois depuis 1945, la consommation mondiale d'énergie, la production automobile, le transport routier et maritime, les prix des produits de consommation commencent à baisser simultanément. Pour casser cette spirale, les gouvernements vont intervenir beaucoup plus largement.

Fin 2008, les intérimaires et les CDD sont congédiés. En France, ceux qui sont contraints au chômage partiel sont indemnisés par l'État. Cela évite un nouvel effondrement de la consommation et dissimule temporairement aux travailleurs la gravité de la situation. L'indemnisation de 63 millions d'heures de chômage partiel a déjà coûté 250 millions d'euros. En parallèle, les plans de prime à la casse ont connu un immense succès. En France, la prime de 1000 euros a déjà concerné plus de 500 000 véhicules et relance une industrie automobile pourtant en surproduction latente.

Sous le choc de la double crise de surproduction de marchandises et de suraccumulation de capital sous forme de dettes des entreprises et des consommateurs, les États dépensent l'argent qu'ils n'ont pas. Ils s'endettent massivement pour financer la relance. En Chine, les nouveaux prêts bancaires ont représenté 1500 milliards de dollars, soit 30% du PIB. Ils ont profité à l'industrie chinoise dont le taux de croissance est passé de 5,7% fin

2008 à 16% en octobre 2009.

Pour restaurer leurs profits, les capitalistes, en Europe et aux États-Unis, réduisent maintenant les effectifs pour s'ajuster aux 30% de surcapacité actuelle et s'acharnent à faire travailler plus ceux qui ont encore un emploi. Cela risque d'aboutir à une profonde dépression car, malgré les déclarations volontaristes des banques et du gouvernement français, le crédit à la consommation et le crédit aux entreprises reculent de 113 milliards d'euros cette année, soit une baisse de 24%. Au risque ultime de la faillite, seuls les États peuvent encore s'endetter pour soutenir la consommation et permettre aux capitalistes de restaurer leurs profits. L'argent qui manque toujours pour les services publics est alors miraculeusement disponible pour les banques et les industriels. Cela prouve qu'il s'agit bien de choix et de décisions politiques et économiques au service de la seule logique capitaliste. Les enjeux actuels sont pour les capitalistes et leurs gouvernements de conjurer le spectre de la dépression en faisant payer à tous le prix fort. Pour nous, il s'agit, au contraire, de sortir du capitalisme.

Hugo Harari-Kermadec et Frédéric Gudéa
(Groupe de travail économique du NPA)

1. Lire à ce sujet Karl Marx, *Les Crises du Capitalisme*. Préface de Daniel Bensaïd, Demopolis.

L'HÔPITAL DANS LA FRANCE DU XX^e SIÈCLE

CHRISTIAN CHEVANDIER

PERRIN
490 PAGES
25 EUROS



CHRISTIAN Chevandier

Chevandier nous livre un vaste panorama de l'évolution de l'hôpital, principalement de l'hôpital général. Son ambition est de restituer dans les soubresauts de l'histoire générale dont les effets se font aussi sentir «entre les murs». Si certaines de ses affirmations feront débat, loin de s'en tenir à une description institutionnelle, il souligne à chaque étape les conditions de vie et de travail des personnels. Salaires, formation, conditions et temps de travail, autant d'objectifs revendicatifs qui, très tôt, mobilisent les personnels. Au début du xx^e siècle, des syndicats existent, principalement confédérés à la CGT. La CGTU y est majoritaire un temps. La question du recrutement féminin des soignants est abordée de front en essayant de faire le tri entre ce qui ressort des situations et la vision essentialiste des rôles féminins dans la société. Dans l'histoire des luttes hospitalières, l'auteur fait une bonne place à celle des infirmières de 1988, à sa coordination et à son mot d'ordre central «ni nonnes, ni bonnes, ni connes» qui résumait si bien leur aspiration économique mais aussi sociale: reconnaissance de la valeur de leur travail et mise à bas de leur soumission. Cette grève bouleversa le champ syndical. La CFDT expulsa ses structures parisiennes qui ont formé le syndicat SUD Santé social. L'histoire des hôpitaux, jugée positive entre la fin du xix^e siècle et les années 1970, se grippe dès les premiers plans Barre, qui aggravent la situation, laissant le champ libre à la seule logique de rentabilité économique, avec ses conséquences mortelles, comme lors de la canicule. Au bout du compte cette histoire nous concerne tous car «on ne peut gérer un hôpital comme une entreprise» et la place de l'hôpital est un «enjeu du type de société» que nous voulons.

Daniel Desmé

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org// NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

HANDICAP ET NAZISME. M.L. (RHÔNE): En France sous le régime de Vichy, 50 000 malades mentaux internés en hôpitaux psychiatriques sont morts de faim, de froid et de maltraitance entre 1940 et 1944. Dès 1933, Adolf Hitler avait mis en place une politique qui instaurait la stérilisation systématique sans anesthésie et de façon barbare par un corps médical (qui avait déjà exclu les médecins juifs) des personnes ayant un handicap d'origine congénitale: surdité, cécité, maladies mentales, malformations physiques, épilepsie... Le régime hitlérien a commencé par exterminer 250 000 handicapés. Les handicapés étaient considérés comme des improductifs coûtant cher à la société et devant être pris en charge par l'Allemagne qui «croyait alors dominer le Monde». On proposait aux écoliers allemands ce type d'exercice pour les endoctriner comme problème d'arithmétique: «Un malade mental coûte quotidiennement environ 4 Reichsmark, un infirme 5,5 RM, un criminel 3,5 RM, un apprenti

2 RM. Faites un graphique avec ces chiffres. D'après de prudentes estimations, il y aurait en Allemagne 300 000 malades mentaux, épileptiques... qui reçoivent des soins permanents. Calculez combien coûtent annuellement ces 300 000 malades mentaux et épileptiques. Combien de prêts non remboursables aux jeunes ménages à 1 000 RM pourrait-on faire si cet argent pouvait être économisé?» Ce qu'Adolf Hitler traduirait dans *Mein Kampf*: «La nature ne destine à vivre que les meilleurs et anéantit les faibles.» Le fondement va se retrouver dans la philosophie de l'eugénisme qui a pris naissance en Angleterre, en France et en Allemagne dans les années 1930 qui détourne des travaux scientifiques basés sur la sélection animale pour l'appliquer à l'homme. Cette philosophie a été nommée «l'hygiène raciale», elle allait conduire à la Shoah après avoir testé sur les handicapés des mesures d'extermination. Durant cette période sombre, on compte des handicapés résistants

notamment des aveugles résistants. Pour une mémoire des personnes handicapées, mobilisons-nous.

APPEL DE DÉTRESSE. J.P.L. (RHÔNE): Notre camarade Morgane se trouve actuellement en grande difficulté matérielle et morale [voir *Siné hebdo* n°64: «Morgane s'apprête ainsi à traverser un troisième hiver dans un gourbi sans salle de bains ni eau courante, entourée de ses bêtes [...] Elle nourrit tout ce petit monde avec son RMI, à 2 km d'un village où les autochtones acceptent mal la présence d'une femme seule»]. Voyez ce qu'il serait possible de faire pour elle par nos sections locales du département de Loir-et-Cher [...] Quête par la section locale la plus proche du lieu de son domicile afin de lui venir en aide financièrement, reproduction et diffusion par tracts locaux... Pour joindre la camarade Morgane, un seul et unique numéro: 06 24 20 89 29.



ÉLECTIONS RÉGIONALES ORIENTATION ET DÉBAT

Quelle orientation et quelles propositions politiques pour le NPA lors des élections régionales? Quels regroupements ou alliances possibles à cette occasion, tant au niveau national qu'au niveau régional? C'est pour répondre à ces questions que les militants et les militantes du NPA ont été démocratiquement consultés début décembre. L'enjeu de cette consultation était, notamment, d'apprécier les résultats des nombreuses rencontres unitaires initiées par le NPA pour explorer les possibilités de listes unitaires aux régionales. Les militants et les militantes du NPA se sont prononcés sur les trois approches proposées, sans que se dégage de majorité absolue en faveur d'une des options.

Il revenait donc au Conseil politique national de tirer les enseignements de la consultation et de fixer une orientation respectant point par point ce qu'avaient exprimé les militants. C'est ce qui a été fait avec l'adoption – par plus de 70% des membres du CPN – d'une série de mandats qui fixent l'orientation du NPA pour le scrutin de mars prochain. *Tout est à nous!* publie ce document, ainsi que trois tribunes permettant à chacune des plateformes en présence de donner son point de vue.

François Coustal

DÉCISIONS DU CPN

1/ En dépit des délais imposés par le calendrier électoral et le rythme des rencontres unitaires, la consultation que nous venons d'organiser, préparée par un long débat démocratique, est un exercice inédit et réussi qui a mobilisé un grand nombre de militant-e-s. Le CPN observe que le débat a été globalement de bonne qualité, même si des imperfections ont pu être notées qui soulignent la nécessité de progresser dans la structuration départementale et régionale dans un certain nombre d'endroits. Cela témoigne de la vitalité démocratique du NPA, un acquis à faire progresser encore.

2/ Le CPN constate qu'aucune majorité ne s'est dégagée de la consultation des militant-e-s du NPA.

Les votes indiquent toutefois cinq grands axes largement partagés :

- la légitimité d'une démarche unitaire, par delà les appréciations que nous pouvons porter les uns et les autres sur la façon dont nous l'avons conduite ;

- la rupture avec le Front de gauche au plan national résulte des conditions politiques imposées par celui-ci, dans lequel le PCF a joué un rôle décisif, visant à nous contraindre à gérer les régions avec le PS ;

- la poursuite des discussions unitaires relève dorénavant de la compétence des structures du NPA dans chaque région, dans le cadre des dispositions prévues par nos textes fondateurs (statuts, principes) ;

- la volonté de participer à la défaite des listes soutenues par Sarkozy en adaptant dans chaque région, en fonction du contexte et des résultats obtenus au premier tour, la forme précise de l'attitude au second tour, fusion « démocratique », appel à battre la droite, abstention, maintien de la liste ;

- la volonté d'obtenir des élus, indépendants, qui conservent leur liberté de vote dans l'institution, pour mettre en œuvre un programme anticapitaliste qui répond aux aspirations populaires, donc sans accepter de participer à des majorités de gestion et des exécutifs (gouvernements des régions) dominés par le PS et/ou Europe Écologie.

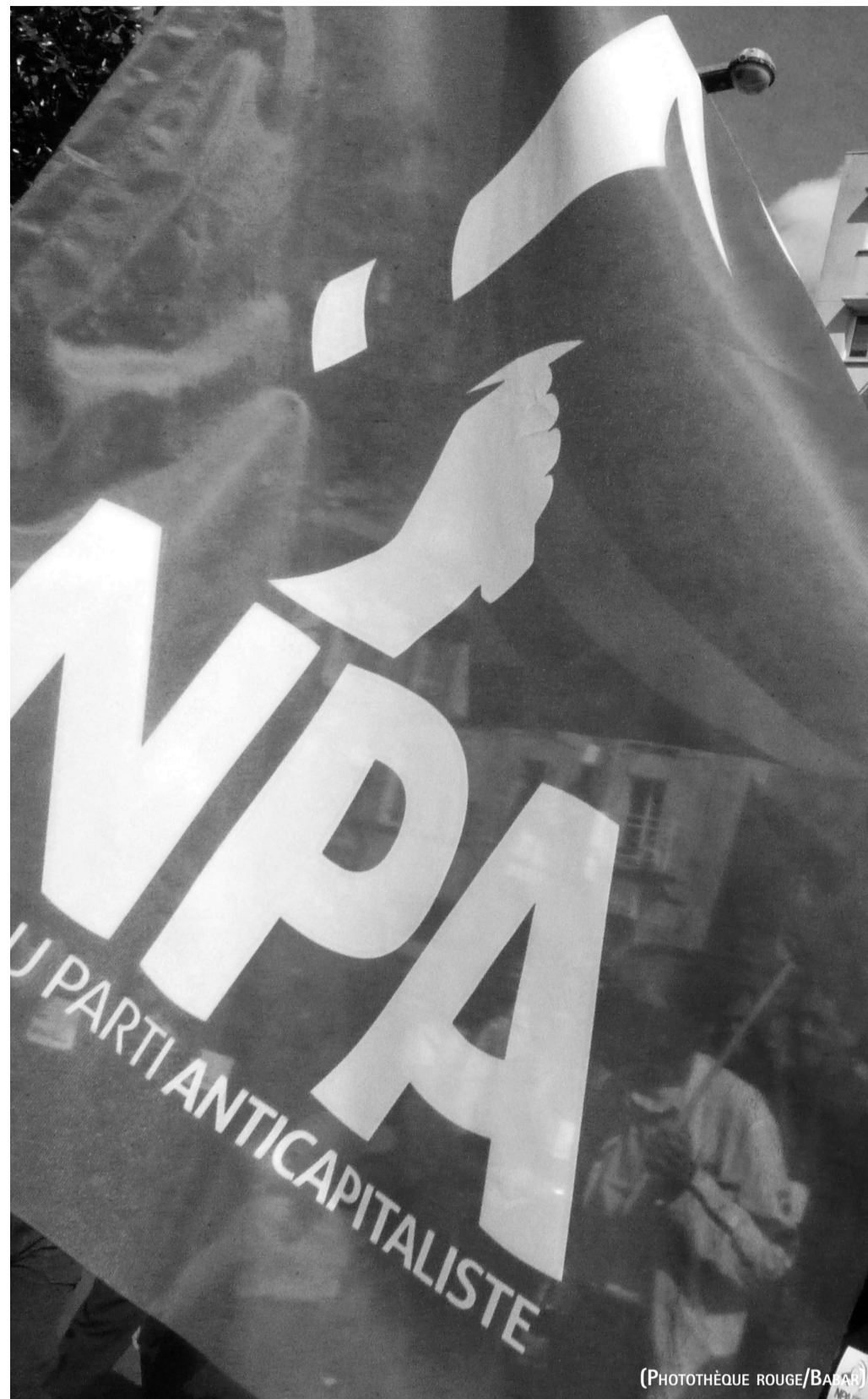
3/ Le NPA mènera une campagne nationale, qu'il participe à des listes du NPA ouvertes à des partenaires locaux ou à des listes unitaires plus larges.

Les régionales sont un rendez-vous politique national important. Dans le cadre de la campagne, nous défendrons des mesures d'urgence répondant aux aspirations de celles et ceux qui ne veulent pas payer la crise capitaliste et qui veulent éviter la catastrophe écologique, conséquence du réchauffement climatique :

interdiction des licenciements ; augmentation des salaires, des pensions de retraite, des minima sociaux de 300 euros nets ; pas un revenu inférieur à 1500 euros nets ; allocation d'autonomie pour les jeunes ; réduction du temps de travail, sans perte de salaire, sans flexibilité ni annualisation, avec embauches correspondantes ; création de centaines de milliers d'emplois publics, dans l'éducation, la santé, l'énergie, la petite enfance, le quatrième âge ; arrêt des privatisations et développement des services publics ; monopole de la banque et du crédit dans le cadre d'un grand service public bancaire ; monopole de l'énergie dans le cadre d'un grand service public qui donne la priorité aux énergies renouvelables et tourne la page du nucléaire ; transports en commun publics gratuits ; pour une agriculture vivrière et de proximité ; contre les discriminations et le racisme, pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour l'égalité entre les hommes et les femmes, pour l'égalité des droits et dans les faits entre les hétéros et les personnes LGBTI ; solidarité internationale avec les peuples en lutte contre l'impérialisme ; retrait des troupes d'Afghanistan et d'Afrique ; solidarité avec le peuple palestinien notamment par le refus des accords des conseils régionaux avec l'État d'Israël.

Mais il s'agit aussi d'une élection locale et nous répondrons également sur ce terrain. Nous mènerons campagne pour tourner la page des politiques de renoncement qui, dans les conseils régionaux, dilapident l'argent public pour les intérêts privés, ce qui suppose de ne pas se laisser enfermer dans le carcan budgétaire et institutionnel qui risque de se durcir encore avec la réforme territoriale annoncée. Il s'agit de mobiliser les fonds publics dans le strict intérêt des classes populaires et dans le cadre d'un plan conséquent de lutte contre le réchauffement climatique.

Cela passe par exemple par l'arrêt de toute subvention, au patronat, aux lycées privés, à la formation professionnelle contrôlée par le Medef ; par la récupération des fonds publics versés aux entreprises qui ont licencié ; par la mobilisation des fonds publics pour l'emploi public territorial statutaire ; pour le développement du service public de formation professionnelle, les lycées publics ; par le développement des services publics de trans-



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/BANAF)

ports gratuits. Une politique qui s'établit dans la transparence, s'appuie sur les mobilisations sociales et sur la mise en place de procédures démocratiques permettant d'associer la population aux principales décisions.

Pour imposer ces mesures, il faut un rapport de forces et œuvrer à la convergence des luttes. C'est pourquoi – en lien avec notre campagne – nous continuerons à expliquer que seul un mouvement d'ensemble est susceptible de les imposer. C'est ce mouvement d'ensemble que nous continuerons à populariser au travers de notre intervention, y compris pour ces élections.

4/ Le CE est mandaté pour éditer dans les meilleurs délais :

- une brochure « régionales » présentant nos principales analyses et propositions,
- un modèle de profession de foi adaptable dans les régions.

5/ Les coordinations régionales sont invitées à établir le plus rapidement possible les listes et le plan de campagne. Le CE veillera, dans le

dialogue avec les régions, à ce que les têtes de liste régionales soient le reflet de la diversité militante du NPA et de notre exigence du respect de la parité.

6/ Quel que soit le vote de chaque militant-e, nous devons maintenant nous rassembler autour de ces constats pour faire face aux responsabilités de notre parti dans les semaines à venir, dans un contexte de crise sociale et écologique majeure. Nous aurons à contribuer aux mobilisations au travers de cadres unitaires dans lesquels nous avons un rôle important à tenir, mener une campagne électorale ouverte et continuer à nous implanter dans la jeunesse, les quartiers populaires, les lieux de travail. Nous devons favoriser les débats politiques et démocratiques à tous les niveaux de l'organisation tout en poursuivant la construction du parti (développement des comités, remonte des cartes, souscription) afin de rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme.

QUESTIONNAIRE TOUT EST À NOUS !

L'hebdomadaire *Tout est à nous!* existe depuis le mois de mars. Il est temps d'en faire un premier bilan, sur le fond comme sur la forme. Afin d'améliorer cet outil militant indispensable, nous vous remercions de bien vouloir nous donner vos impressions et avis, par le biais d'un questionnaire que vous pouvez remplir sur notre site www.npa2009.org. Si vous êtes abonné-e, vous pouvez aussi nous renvoyer par courrier le questionnaire joint avec le journal.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr



POSITION A

Cette consultation sur un sujet déterminé était une première pour le NPA. Au-delà des imperfections et des améliorations possibles à apporter pour une prochaine fois, c'est une réussite. Elle a permis un débat démocratique en profondeur dans notre parti. La participation est plutôt satisfaisante. Aucune des trois positions soumise au vote dans le cadre de la consultation nationale sur les régionales n'a obtenu de majorité absolue. Preuve que le « jeu » n'est pas verrouillé dans le NPA et si la position A arrive en tête, elle a obtenu un score décevant. Compte tenu de la situation, le CPN a eu la responsabilité de mettre en lumière les éléments qui apparaissent majoritaires de façon transversale à chacune des positions. Cela a permis de sortir du CPN avec des motions qui ont recueilli autour de 70% des votes. S'il n'existe plus de possibilités au plan national d'un accord unitaire large, c'est d'abord à cause de la direction du PCF et de son allié le PG. Ces deux partis voulaient à toute force nous obliger à épouser une orientation qui se situe dans le prolongement des politiques d'union de la gauche sous la direction du PS dans les conseils régionaux sortants, alors que la rupture, sur le terrain social comme sur le terrain de l'écologie, est pour nous indispensable. En revanche, les discussions unitaires se poursuivent – et c'est positif – dans une série de régions pouvant au moins aboutir à des accords unitaires partiels dans une série d'entre elles. Pour ce qui est du second tour, la volonté d'empêcher Sarkozy de

reprandre des régions est massive. Dans chaque région, les listes que nous soutiendrons décideront de l'attitude à adopter en fonction des coordonnées politiques locales spécifiques et des rapports de forces issus du premier tour. Enfin, nous nous battons pour envoyer dans les conseils régionaux des élus anticapitalistes qui conservent leur indépendance. Ils seront un point d'appui pour les luttes et proposeront inlassablement des mesures qui visent à mobiliser les fonds publics dans le strict objectif de satisfaire les besoins sociaux et de défendre l'environnement et ils s'opposeront à tout ce qui ne va pas dans le bon sens. Cette liberté de vote suppose de ne pas se trouver enfermé dans la solidarité de gestion avec un PS qui vire de plus en plus à droite.

Nous savons que le contexte est difficile mais que ce soit dans le soutien à des listes unitaires ou dans le cadre de listes NPA, il faut maintenant que l'ensemble des militantes et des militants se rassemblent. Nous mènerons une campagne nationale faisant écho aux luttes sociales et écologiques, exprimant les exigences populaires en terme de mesures d'urgence et en les déclinant également en mesures régionales.

Le NPA va relever le défi et faire entendre haut et fort sa spécificité : pour dénouer une situation à bien des égards désastreuse sur le plan social et inquiétante sur le plan écologique, il faut la rupture, il faut révolutionner la société.

POSITION B

Lors de la consultation nationale des militants sur la politique du NPA sur les régionales, un large débat démocratique a animé le parti. Aucune des positions n'a emporté de majorité. Celle que nous défendons, intitulée « Dans les luttes comme dans les élections : une politique de rupture avec le capitalisme », a recueilli 29,4% et est arrivée en tête dans sept régions (Alsace, Bourgogne, Franche-Comté, Île-de-France, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Haute-Normandie).

Les militants qui ont soutenu cette position défendaient, partiellement ou complètement, les axes suivants : une campagne des régionales qui soit en continuation de notre orientation prioritaire vers les luttes, la nécessité d'un cadre national basé sur des revendications anticapitalistes d'urgence dans les discussions avec des partenaires régionaux après l'échec de la politique d'alliance avec le Front de gauche, le refus des fusions « techniques » avec le PS et ses alliés au second tour et, enfin, l'absence de consigne de vote avant le soir du premier tour.

Nous avons donc proposé au dernier Conseil politique national un moyen de sortir notre parti de l'impasse et du risque d'éclatement dans lequel il se trouve. Nous avons donc porté un amendement qui consistait simplement à ajouter à la formule de la majorité (« la poursuite des discussions relève dorénavant de la compétence des structures du NPA dans chaque région dans le respect des dispositions prévues dans les textes fondateurs »), le bout de phrase suivant : « en prenant comme base le programme défini au niveau national ».

Le geste que nous faisons était un geste important : nous étions prêts à voter le texte proposé par la majorité du CE si

on prenait en compte cet amendement, qui était d'autant plus ouvert qu'il faisait du programme défendu par le NPA dans ces élections une « base ». Notre amendement étant refusé, nous nous sommes abstenus sur le texte dans son ensemble. Cela ouvre donc la possibilité d'avoir des campagnes différenciées en fonction des régions. Le NPA s'était pourtant battu pour un accord national avec les autres forces à la gauche du PS. D'une région à l'autre, voire d'un département à l'autre, des tactiques électorales et des plateformes revendicatives risquent d'être contradictoires. Avec la crise du capitalisme, la crise sociale et écologique qui frappent très durement des millions de personnes, le NPA doit porter la clarté et la fermeté face au système et à Sarkozy.

Malgré les difficultés, des luttes existent : grève des travailleurs sans papiers, conflits dans les transports, début de mouvement chez les lycéens... le NPA doit se faire l'écho et le porte-parole de ces luttes et avancer la nécessité de construire un mouvement d'ensemble pour stopper les attaques de Sarkozy et des capitalistes. En ce sens, la proposition faite par Olivier Besancenot d'une manifestation unitaire pour la défense des services publics fin janvier est une bonne chose.

Rassembler le NPA, cela veut dire mettre la question des luttes au centre de nos préoccupations dans la période qui vient. La campagne pour les régionales doit servir à porter des mesures d'urgence anticapitalistes face à la crise et les moyens pour les imposer, c'est-à-dire la nécessité d'une lutte d'ensemble des jeunes et des travailleurs contre la politique de Sarkozy et pour le renversement du capitalisme.

POSITION C

La plateforme C a défendu que le NPA ne devait pas prendre acte, ni se résigner à la rupture du cadre unitaire national et, au contraire, y reprendre sa place pour tenter d'aboutir à des candidatures unitaires sur la base suivante :

- élaboration d'une plateforme de revendications en rupture avec le libéralisme permettant de différencier clairement les listes unitaires de celles du Parti socialiste et d'Europe Écologie ;

- sur la question des exécutifs, rechercher une position commune sans en faire, en cas d'échec, un point de rupture. Cela signifiait concrètement que le PCF ne pouvait prétendre exiger du NPA un quelconque engagement à participer à des exécutifs dominés par le Parti socialiste et/ou Europe Écologie, à quoi il faut ajouter que les élu-e-s du NPA conserveraient une totale liberté de vote, y compris sur le vote du budget. Mais cela impliquait aussi que le NPA n'exige pas du PCF et de ses autres partenaires qu'ils s'engagent à ne pas participer à des exécutifs dominés par le Parti socialiste et Europe Écologie ;
- établir un protocole technique garantissant à chacune des composantes d'être représentée dans des conseils régionaux en fonction de sa réalité politique et électorale, ce qui impliquait notamment un partage des têtes de listes régionales et départementales.

Cette orientation n'ignorait pas les blocages venant des directions nationales ou régionales du Parti communiste, comme en témoigne la remise en cause d'accords déjà avancés ou à portée de main dans plusieurs régions.

Mais le départ du cadre unitaire décidé par l'exécutif du NPA rendait caduque non seulement la possibilité, même si elle était minime, d'un accord national mais rendait plus difficiles les discussions au niveau régional, sans parler du fait qu'il donnait des armes au PCF pour isoler le NPA en lui faisant porter la responsabilité de la rupture du cadre unitaire.

Nous nous félicitons que pour une majorité de militant-e-s, bien au-delà de la position C, la recherche de l'unité soit un souci constant même si nous regrettons de ne pas avoir suffisamment convaincu que le NPA devait reprendre sa place dans les discussions nationales.

Nous avons lors du CPN mis en garde contre toute tentative de synthèse artificielle des trois positions largement contradictoires.

Nous avons donc proposé que le CPN enregistre le vote des militants, l'absence de majorité et se prononce :

- pour que le NPA, dans le cadre de listes unitaires ou de listes autonomes, mène une campagne sur la base d'un programme d'urgence dans chaque région, ces mesures d'urgence devant s'articuler aux revendications plus générales que nous défendons pour mettre un coup d'arrêt à la politique de Sarkozy ;
- que la poursuite des discussions unitaires relève dorénavant de la compétence des régions, proposition qui a été acceptée par une majorité du CPN.

Léonce Aguirre, Monique Migneau, Olivier Mollaz, Christian Nguyen, Flavia Verri (membres du CPN ayant soutenu la position C).

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIETE DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



SI VOUS TENEZ, NOUS TIENDRONS !

Lundi 14 décembre, après neuf semaines, pour les grévistes qui se sont lancés dans la grève le 12 octobre, un grand meeting a été organisé par les onze organisations à l'origine de la lettre envoyée au gouvernement, demandant une circulaire de régularisation pour les travailleurs sans papiers afin de les protéger de l'arbitraire préfectoral. Plus de 3 000 personnes étaient présentes à la Halle Carpentier (Paris 13^e), ce qui a marqué un succès important dans un mouvement qui compte aujourd'hui plus de 6 000 grévistes, dont une partie était nécessairement restée sur les piquets de grève. Concernant plus de 2 000 entreprises et désormais 40 départements, le mouvement touche les secteurs du nettoyage, du BTP, de la

restauration, de la confection, de l'aide à domicile et de la sécurité privée... Le meeting a été l'occasion de rappeler au gouvernement que la circulaire publiée par le ministre Besson en novembre est inacceptable pour les grévistes et leurs soutiens, à la fois parce qu'elle laisse libre champ à l'arbitraire des décisions préfectorales et parce qu'elle laisse de côté les salariés obligés de travailler au noir, et les travailleurs algériens et tunisiens. Comme l'a affirmé en conclusion du meeting Francine Blanche, secrétaire confédérale de la CGT chargée de l'immigration, face à l'attitude actuelle du gouvernement, les soutiens syndicaux, associatifs et politiques tiendront bon aux côtés des grévistes jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.



Paris, le 14 décembre. Meeting de soutien au travailleurs sans papiers en grève. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

SOUSCRIPTION ENCORE 100 000 EUROS !

Le seuil des 100 000 euros a été (enfin) franchi ! 50% de l'objectif, c'est bien mais, à quinze jours de la date butoir du 31 décembre, c'est inquiétant. Le NPA, nouveau-né en politique, vous a accompagnés toute l'année ; des 2 millions de personnes dans la rue le 19 mars à la difficile manifestation de Strasbourg contre les chefs de guerre de l'Otan, à la sortie des boîtes, des lycées, sur les marchés, lors de la votation citoyenne contre la privatisation de la poste. Ou encore, en dehors des frontières de l'Hexagone pour soutenir les luttes en Guadeloupe, en Kanaky ou manifester à Copenhague. Le drapeau rouge au mégaphone n'a donc pas manqué d'occasions d'être remarqué, même si nous aurions aimé qu'elles soient plus fréquentes. Il nous faut un ultime effort pour parvenir à ces 200 000 euros, nous pouvons y arriver.

POLITIQUES À TOUS PRIX

Le NPA, quelles que soient les contingences matérielles, sera toujours à vos côtés dans la rue pour battre le pavé et résister aux attaques du patronat et du gouvernement, mais exister politiquement a un coût. Un coût souvent exorbitant quand il s'agit de marketing politique comme le montre l'estimation faite par le Parisien du site web de l'Élysée pour l'année 2009 : 500 000 euros. Ce qui n'est rien en comparaison des 7,5 millions de budget, en 2009, pour la communication de l'omniprésident. Toujours selon le même journal, Thierry Saussez patron du SIG (service d'information du gouvernement) aurait demandé 21,9 millions d'euros pour 2010. Le chiffre peut être un bon indicateur du nombre de réformes que le gouvernement compte faire passer.

Cette avalanche de chiffres relativise le montant de notre souscription : 200 000 euros, une goutte d'eau comparé aux sommes mirobolantes qui sont dépensées tous les ans pour promouvoir les réformes sur papier glacé qu'une boîte de collage affichera sur vos murs ou déposera dans votre boîte à lettres. Nos tracts, rarement en couleurs, n'arrivent pas par hasard chez vous, mais parce que des militants les y ont mis, tout comme les affiches sur les murs. Nos petits bras font bien des choses et les compétences de chacun sont utilisées au mieux pour que l'argent des cotisations des militants, l'argent de vos dons serve à diffuser nos idées, convaincre et nous battre contre toutes les attaques que subit la majorité de la population.

TOUT EST À NOUS ! MÊME LA SOUSCRIPTION !

COMITÉ NPA DU SECTEUR MAINE-DE-BOIXE, CIVRAY, RUFFEC EN CHARENTE.

Nous venons par ce présent courrier, vous faire part de notre soutien total au NPA. Le don que nous vous faisons est assez fragile, et très pauvre,

mais nous ne sommes pour la plupart que des lycéens aux moyens très restreints (aucun revenu).

En revanche, nous avons tous deux bras, deux jambes et de la détermination pour faire avancer notre parti et nous avons convaincu quelques sympathisants pour

qu'ils envoient un don à leur portée. [...] Salutations révolutionnaires

G. CARBONNEL. Ils seront bientôt vaincus ces affameurs bien nourris qui gouvernent les nations avec leur ventre bien repus et les poches bien garnies car, les jeunes générations veulent vivre, convaincues que l'avenir leur appartient, qu'un monde sans exclus sera celui de demain.

GASTON. Bonne chance camarades. J'espère qu'on arrivera aux 200 000 euros. Désolé de pas avoir pu envoyer plus tôt mais je viens d'avoir 18 ans. Hasta la victoria siempre !

SOUSCRIPTION 2009

NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

WWW.NPA2009.ORG



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.
Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -